

Les revendications salariales excessives sont utopiques

Dr. Simon Wey

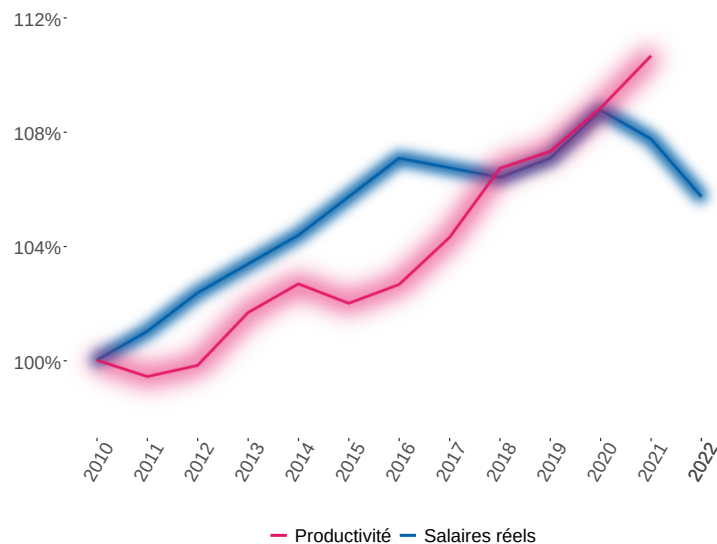
15 Août 2023

Résumé

La conjoncture se refroidit sensiblement, en raison notamment d'une activité défavorable des entreprises de l'industrie manufacturière et du commerce de gros. En raison de la baisse de la demande étrangère, les entreprises orientées vers l'exportation sont particulièrement touchées par le ralentissement. Compte tenu de la hausse des taux d'intérêt qui devrait se poursuivre, le climat risque de continuer à se dégrader. Le marché du travail reste en revanche solide, sachant que la pénurie de main-d'œuvre a probablement dépassé son pic.

Les années 2021 et 2022 ont été marquées par des pertes de salaires réels en raison de la forte inflation. Ces dernières ne sont pas dans l'intérêt des travailleurs ni de l'économie. Mais si l'on regarde un peu plus loin dans le passé, on trouve aussi des années où les salaires réels ont augmenté de manière substantielle. Autre fait réjouissant : le taux d'inflation continue de baisser et est déjà retombé à 1,6 pour cent. Les analyses du Centre de recherches conjoncturelles de l'EPF Zurich (KOF) évaluent le renchérissement à 1,5 pour cent pour 2024.

L'affirmation qui circule selon laquelle les entreprises font des bénéfices élevés et lésinent sur les salaires est contredite par les faits : c'est en réalité tout le contraire. L'évolution de la quote-part salariale (part de la rémunération des salariés dans le produit intérieur brut) montre qu'elle suit une tendance clairement positive depuis plus de dix ans, hormis quelques fluctuations à court terme. En conséquence, la part des bénéfices d'exploitation dans le produit intérieur brut a baissé. L'affirmation selon laquelle il y aurait un besoin de rattrapage des salaires réels compte tenu de l'augmentation de la productivité est tout au plus défendable à court terme. Les deux valeurs augmentent de la même manière à moyen et à long terme.



Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

Perspectives économiques

La conjoncture se tasse au niveau national et international

La conjoncture se refroidit et les risques de détérioration persistent. Bien que le baromètre conjoncturel du KOF (cf. figure 1) n'ait pas poursuivi sa baisse en juillet, il reste à un niveau inférieur à la moyenne. La conjoncture est principalement soutenue par une consommation intérieure robuste avec des répercussions positives sur l'hôtellerie-restauration et le commerce de détail par exemple.

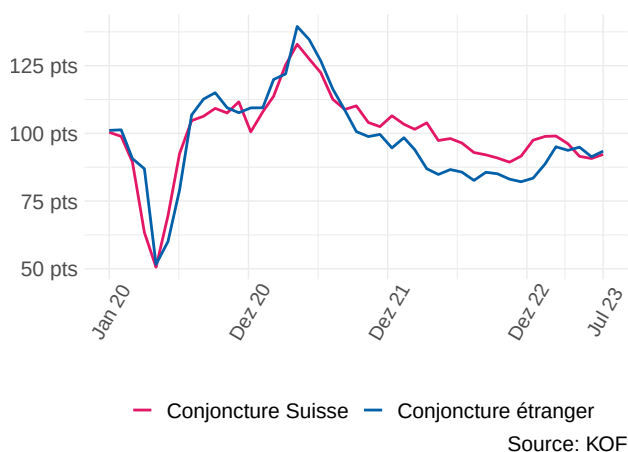


FIGURE 1 – le baromètre conjoncturel et le baromètre mondial du KOF comme indicateurs de l'évolution économique future en Suisse et à l'étranger.

La conjoncture étant également difficile sur les principaux marchés de vente de l'industrie orientée vers l'exportation, la demande en provenance de l'étranger diminue de plus en plus. L'économie allemande, par exemple, a stagné au dernier trimestre, après s'être même contractée. La conjoncture se refroidit sensiblement dans la zone euro et les chiffres de la croissance chinoise sont également moins optimistes que beaucoup ne l'avaient prévu. La situation est toujours bonne aux États-Unis, malgré la forte hausse des taux d'intérêt.

Les banques centrales sont parvenues à contenir l'inflation en augmentant les taux d'intérêt ces derniers mois. Cependant, les taux d'intérêts plus élevés entravent de plus en plus les investissements.

Une évaluation de l'activité commerciale de plus en plus pessimiste

En juillet, l'indicateur de la situation des affaires du KOF (cf. figure 2) a reculé de plus de cinq points et s'élevait encore à 16,5 points – un niveau aussi bas n'avait pas été enregistré depuis de nombreuses années.

Un assombrissement est perceptible dans la plupart des branches prises en compte. Le recul est principalement dû à l'industrie manufacturière et au commerce de gros. Le recul de l'année dernière se poursuit donc dans le secteur manufacturier : entre-temps, la plupart des entreprises s'attendent à ce que la situation se détériore à l'avenir. Dans le secteur de la construction, les perspectives pour l'activité commerciale se sont également détériorées, mais dans une moindre mesure que dans l'industrie manufacturière ou le commerce de gros.



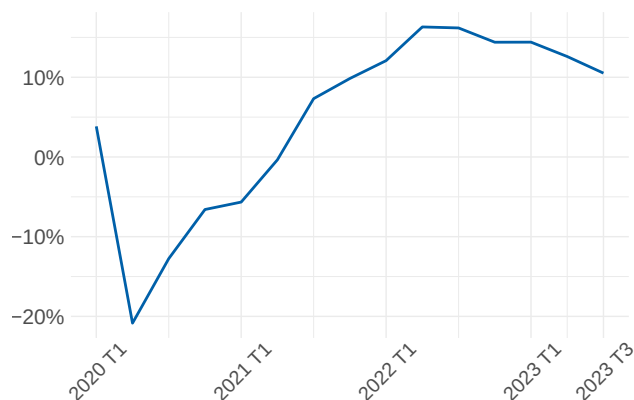
FIGURE 2 – l'analyse des entreprises nationales sur l'activité commerciale s'est fortement détériorée depuis le début 2023.

Des perspectives d'emploi moins euphoriques

Le marché de l'emploi reste tendu, mais selon l'indicateur de l'emploi du KOF (cf. figure 3), il l'est moins depuis le deuxième trimestre 2023 que les trimestres précédents. Le pic devrait donc avoir été dépassé pour le moment. Les entreprises continuent cependant pour la plupart de tabler sur une augmentation des postes à pourvoir. Eu égard à la situation, il serait prématuré de parler d'une normalisation du marché du travail.

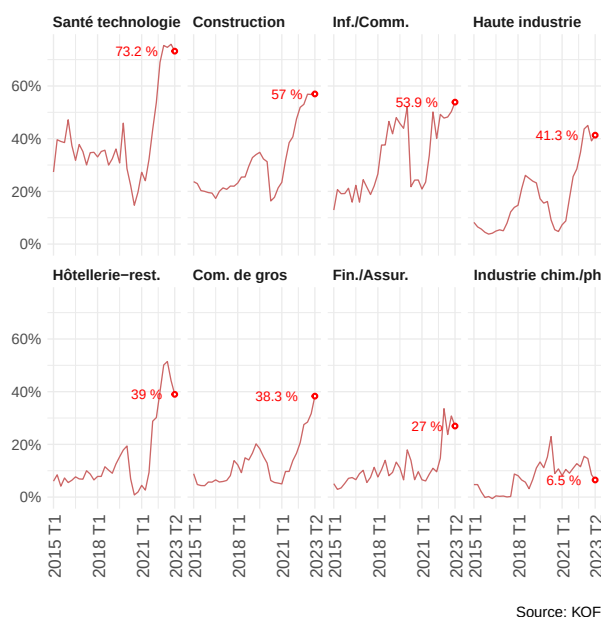
Ce léger recul est dû aux branches dont l'activité dépend fortement de l'étranger. Les branches dont les entreprises dépendent principalement de la demande intérieure restent majoritairement confiantes quant

à une augmentation des postes à pourvoir. Les secteurs de la construction et de l'hôtellerie-restauration sont notamment concernés. La situation est différente pour les banques, le commerce de gros et le commerce de détail. Dans les banques et l'industrie, la majorité des entreprises s'attendent même à des suppressions d'emplois.



Source: KOF

FIGURE 3 – l'évaluation de l'emploi par les entreprises nationales a dépassé son pic provisoire.



Source: KOF

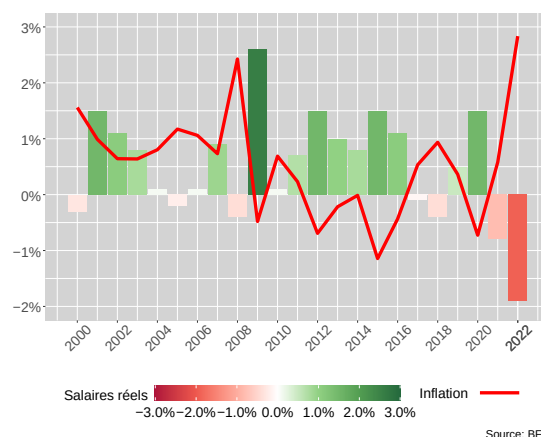
FIGURE 4 – évolution de la part des entreprises ayant indiqué la pénurie de main-d'œuvre comme obstacle au quotidien dans l'enquête conjoncturelle du KOF.

Légère atténuation sur le front de la pénurie de main-d'œuvre

Les réponses des entreprises apportées dans le cadre de l'enquête conjoncturelle menée par le KOF révèlent que le problème de la pénurie de main-d'œuvre – bien que celle-ci reste élevée – s'est légèrement atténué. Il ne s'agit toutefois pas de baisser la garde : la part des entreprises qui considèrent le manque de main-d'œuvre comme un obstacle au quotidien est supérieure à la moyenne dans presque toutes les branches par rapport à la valeur moyenne respective de la période précédant la pandémie de coronavirus.

Bilan intermédiaire : conjoncture

Les perspectives économiques devraient s'assombrir au cours des prochains mois, en particulier dans les secteurs orientés vers l'exportation comme l'industrie manufacturière ou le commerce de gros. La situation de l'emploi reste bonne même si les perspectives sont un peu plus pessimistes.



Source: BFS

FIGURE 5 – la croissance des salaires réels et l'inflation ces dernières années.

Retour sur l'évolution des salaires

Une croissance considérable des salaires ces dernières années

Un retour sur l'évolution des salaires réels montre que ceux-ci ont sensiblement augmenté ces dernières années (cf. figure 5). Ainsi, en 2009, entre 2012 et 2016

et en 2020, les travailleurs ont profité d'une hausse des salaires nominaux ainsi que de l'absence de renchérissement ou d'un renchérissement négatif.

Ainsi, en 2009, la croissance des salaires réels a été de 2,6 pour cent. Entre 2012 et 2021, le salaire réel a augmenté de 0,6 pour cent en moyenne. Même en tenant compte de l'année 2022, marquée par une forte baisse des salaires réels, la croissance moyenne des salaires s'élève à 0,3 pour cent par an. Autre succès notable, le fait que, selon l'OFS, l'écart salarial ne s'est pas creusé entre 2008 et 2020 (dernières données disponibles), et qu'il a même diminué.

Les pertes de salaires réels des années 2021 et 2022 sont dues en premier lieu au renchérissement élevé et ne sont guère liées à une croissance trop faible des salaires nominaux. De plus, ces deux années, les entreprises ont été touchées par des perturbations géopolitiques dues aux restrictions imposées par la pandémie de coronavirus et par la guerre en Ukraine qui ont eu des répercussions importantes sur l'économie. Les difficultés d'approvisionnement et les prix élevés de l'énergie qui en ont découlé ont eu un impact négatif sur l'économie mondiale. Entre-temps, les progressions de taux d'intérêt de la Banque nationale suisse (BNS) entravent les investissements et ont des répercussions négatives sur la conjoncture.

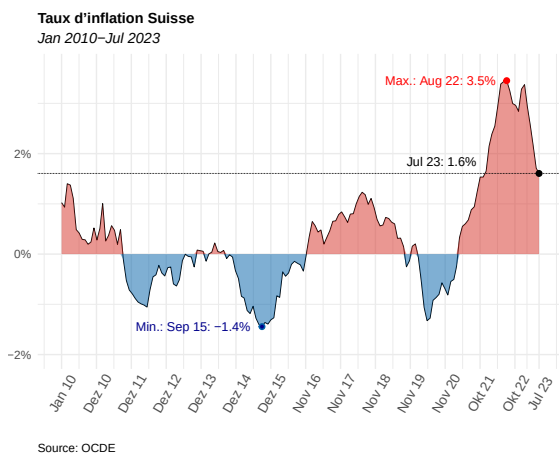


FIGURE 6 – évolution de l'inflation par rapport au mois précédent.

En Suisse également, le taux d'inflation a augmenté l'année dernière à des valeurs record largement supérieures à 2 pour cent (cf. figure 6). Si l'on compare leur évolution avec celle des taux d'inflation d'autres pays, on constate que l'inflation a été nettement inférieure à la moyenne dans ces pays (cf. figure 6 et tableau ci-dessous). Les raisons sont multiples,

la devise suisse ne pouvant expliquer qu'en partie les taux plus bas. Le protectionnisme par rapport à d'autres marchés d'importation, des prix plus élevés que la moyenne et la dépendance relativement faible de la Suisse vis-à-vis des importations d'électricité de l'étranger sont d'autres facteurs.

Pour la Suisse, le KOF table sur un renchérissement de 2,2 pour cent pour l'année en cours et de 1,5 pour cent pour l'année prochaine. L'inflation devrait retrouver le niveau considéré par la BNS comme synonyme de stabilité des prix.

Bilan intermédiaire : situation des salaires

Un regard sur le passé récent montre que les salaires réels ont augmenté de manière substantielle, en particulier dans les années d'inflation négative. Dans les années 2021 et 2022, les pertes de salaires réels ont principalement été dues à des impondérables tels que la pandémie de coronavirus et la guerre en Ukraine. Mais certaines années ont connu des hausses des salaires réels dépassant largement les 2 pour cent. Le renchérissement en Suisse n'a cessé de reculer ces derniers mois et s'élevait à 1,6 pour cent en juillet. En comparaison internationale, la Suisse n'a pas seulement un renchérissement plus faible, il a même été négatif à plusieurs reprises ces dernières années.

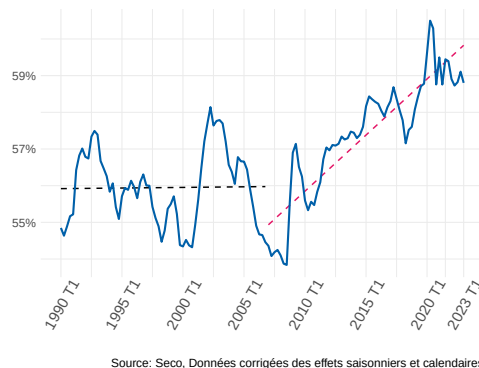


FIGURE 7 – part croissante de la rémunération des salariés dans le produit intérieur brut depuis plus de dix ans.

Quote-part salariale et productivité

La quote-part salariale suit la tendance positive

La quote-part salariale (cf. figure 7), donc la part de la rémunération des salariés dans le produit intérieur brut, a sensiblement augmenté ces dernières années. Ce après avoir constamment évolué autour de 56 pour cent pendant plusieurs années. Pour la part des revenus des indépendants et des bénéfices des entreprises, la situation est par conséquent inverse – c'est-à-dire qu'elle affiche une tendance à la baisse (cf. figure 8).

Cette évolution s'explique notamment par les ajustements structurels de l'économie. Mais le pouvoir de négociation accru des travailleurs, conséquence d'une pénurie de main-d'œuvre fortement accentuée, a également contribué à améliorer la position des travailleurs. En outre, la diffusion importante et croissante des conventions collectives de travail a une influence essentielle.

Les salaires réels suivent la productivité

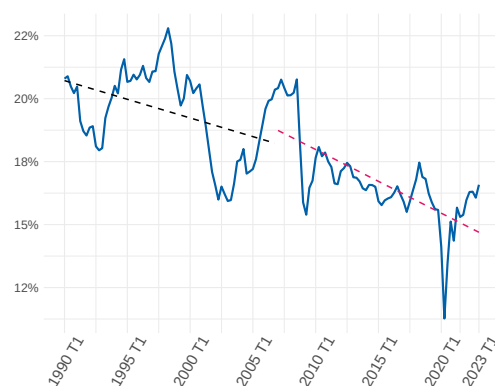
Les salaires réels doivent suivre la productivité du travail à moyen et à long terme. Si ceux-ci sont systématiquement trop élevés, le compte n'y est pas pour les employeurs.

Il suffit de jeter un œil sur l'évolution des salaires et de la productivité (cf. figure 9) pour voir que leur croissance peut varier à court terme, mais qu'ils ne divergent pas sur une plus longue période. Il y aurait un besoin de rattrapage si la croissance des salaires réels était systématiquement inférieure à celle de la productivité sur une longue période. Mis à part quelques écarts vers le bas ou vers le haut, la situation n'en est pas là.

Si l'on normalise les deux indices des salaires réels et de la productivité pour l'année 2010, on constate que la croissance des salaires réels a souvent été supérieure à celle de la productivité au cours des dix dernières années (cf. figure 10).

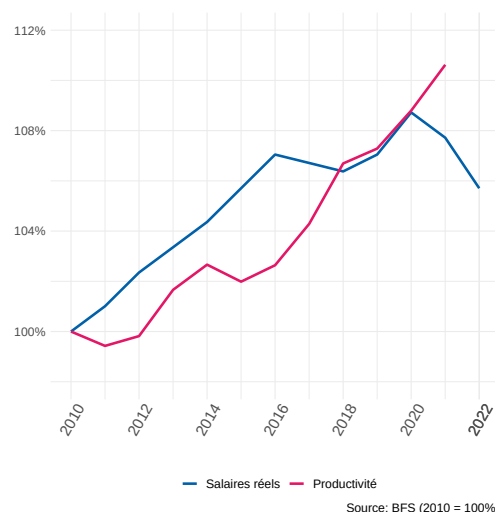
Bilan intermédiaire : productivité et quote-part salariale

La quote-part salariale a suivi une tendance clairement positive ces dernières années, tandis que la part des bénéfices des entreprises dans le produit intérieur brut a eu tendance à diminuer. Il n'est donc pas surprenant que les salaires réels suivent de près la productivité du travail, à l'exception de quelques fluctuations à court terme.



Source: Seco, Données corrigées des effets saisonniers et calendaires

FIGURE 8 – baisse de la part des excédents nets d'exploitation dans le produit intérieur brut.



Source: BFS (2010 = 100%)

FIGURE 9 – évolution de la croissance des salaires réels et de la productivité depuis l'année 2010.

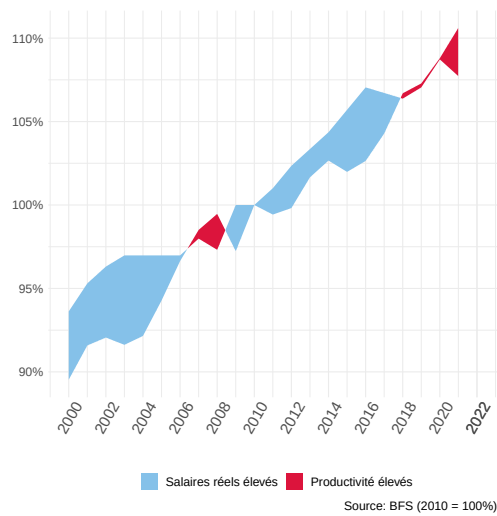


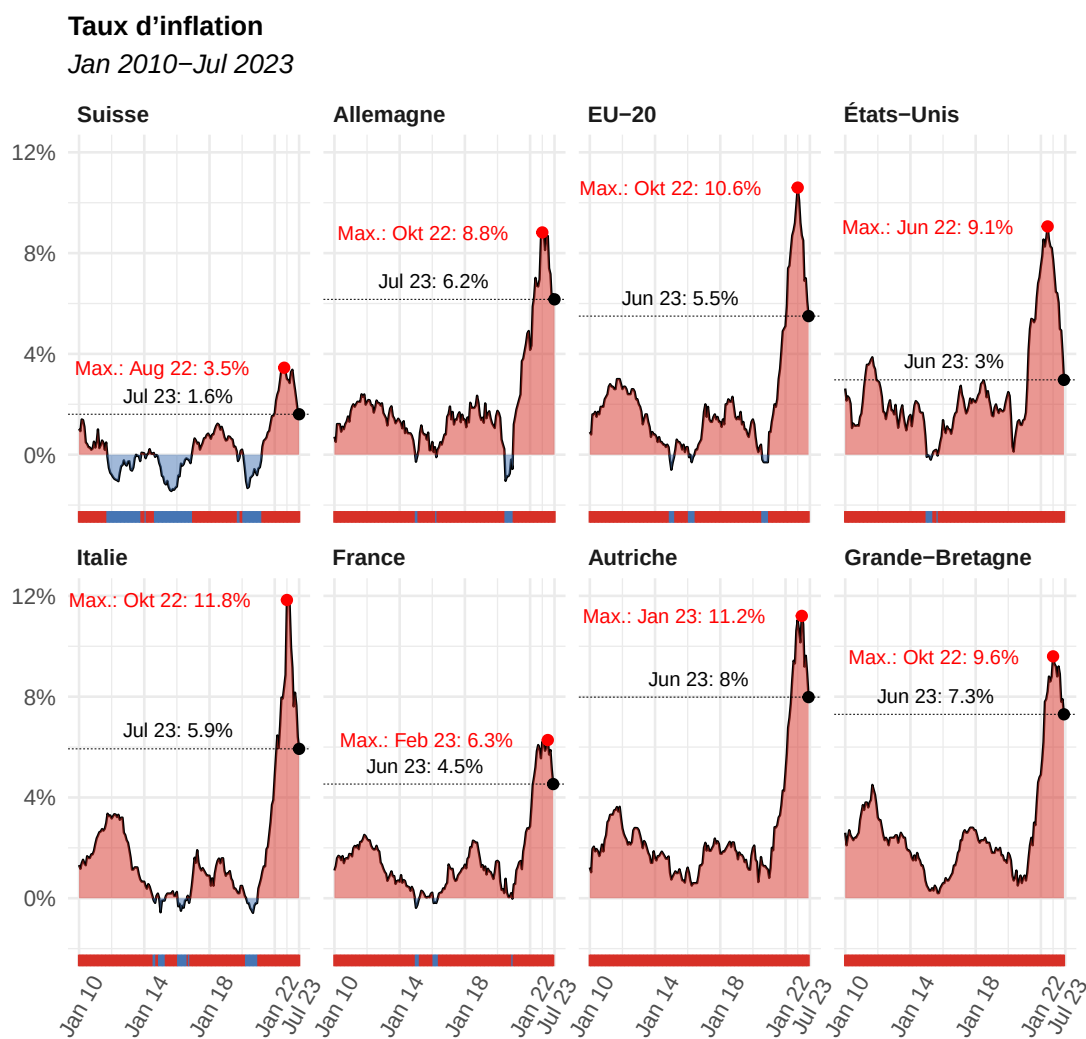
FIGURE 10 – espaces dans lesquels la croissance des salaires réels était supérieure à la productivité et inversement depuis l’an 2000.

Dr Simon Wey
Économiste en chef
Union patronale suisse
wey@arbeitgeber.ch

Annexe

Taux d'inflation les plus actuels disponibles pour les pays sélectionnés. *Source* : OCDE

Pays	Situation	Valeur [%]	Delta (mois précédent)
Suisse	juil. 2023	1.6	−0.1 ▼
Allemagne	juil. 2023	6.2	−0.2 ▼
France	juin 2023	4.5	−0.6 ▼
Italie	juil. 2023	5.9	−0.5 ▼
Autriche	juin 2023	8.0	−0.9 ▼
EU-20	juin 2023	5.5	−0.6 ▼
États-Unis	juin 2023	3.0	−1.1 ▼
Grande-Bretagne	juin 2023	7.3	−0.6 ▼



Source: OCDE

FIGURE 11 – évolution des taux d'inflation dans les pays sélectionnés.